

## Recherches sociographiques



# Huguette LAPOINTE-ROY, *Charité bien ordonnée. Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19e siècle*

Micheline Dumont

Volume 29, numéro 1, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056345ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056345ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

### ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer ce compte rendu

Dumont, M. (1988). Compte rendu de [Huguette LAPOINTE-ROY, *Charité bien ordonnée. Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19e siècle*]. *Recherches sociographiques*, 29(1), 123–125.  
<https://doi.org/10.7202/056345ar>

(p. 36). Une telle position ne conduit-elle pas à rendre caduc tout débat public sur les enjeux normatifs relatifs aux politiques sociales, en affirmant la possibilité, quel que soit le contenu idéologique de celles-ci, d'une conduite rationnelle et technique des programmes sociaux ?

En somme, par-delà l'indéniable intérêt pédagogique de cet ouvrage, il faut s'interroger sur ses présupposés, qui conduisent à une partition nette entre définition normative des politiques sociales et gestion pratique du système d'intervention sur le social. Le mérite de Jules Perron aura ici été de prendre clairement une position et à contraindre à engager une discussion sur les rapports (de dépendance ou d'autonomie) qu'entretiennent ces deux modes de mise en forme des rapports sociaux.

Marc-Henry SOULET

*Université de Caen.*

Huguette LAPOINTE-ROY, *Charité bien ordonnée. Le premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal, 1987, 330p.

«Charité bien ordonnée commence par soi-même», dit le proverbe. Pourquoi l'historienne et ses éditeurs — on peut penser qu'ils y sont pour quelque chose — ont-ils référé à ce proverbe-là pour titrer cette étude considérable sur le « premier réseau de lutte contre la pauvreté à Montréal au 19<sup>e</sup> siècle » ? Tous les « intervenants » font ici la charité et agissent justement contre le sens du proverbe, qu'on utilise habituellement pour se défilier face au devoir de charité. Mais si l'on veut souligner (sans le dire explicitement) que le réseau charitable montréalais s'est doté, au XIX<sup>e</sup> siècle, d'institutions bien organisées et surtout bien ordonnées sous la tutelle de l'idéologie dominante, le titre est bien choisi.

Après une trop brève introduction (pp. 9–15), qui brosse un tableau elliptique de la ville de Montréal au XIX<sup>e</sup> siècle (augmentation démographique, immigration, industrialisation, épidémies, problèmes sociaux, insuffisance des services municipaux), l'auteur nous présente les responsables de la charité. Elle précise pour chacun d'eux, « Le clergé » (ch. 1), « Les congrégations religieuses féminines » (ch. 2), « Les laïcs » (ch. 3) et « Les pouvoirs publics » (ch. 4), « la provenance de leurs ressources, leur contribution à l'établissement d'un réseau d'assistance aux pauvres et leurs liens réciproques » (p. 17). Elle note que, parmi ces « intervenants », les pouvoirs publics occupent le dernier rang pour ce qui est de l'importance de leur contribution. La seconde partie aborde l'assistance institutionnelle, et la clientèle est divisée selon l'aptitude au travail, ce qui nous donne le plan suivant : « Services aux pauvres inaptes au travail » (ch. 5) (œuvre des enfants abandonnés, œuvre des orphelins, œuvre des personnes âgées et infirmes) et « Services aux pauvres aptes au travail » (ch. 6) (maison d'industrie, Confrérie du bien-public et services de placement). La troisième partie est consacrée aux services offerts aux pauvres à domicile et aborde successivement « La visite des pauvres à domicile » (ch. 7), « Les dépôts des pauvres » (ch. 8) et « L'Œuvre de la soupe » (ch. 9). L'épilogue, qu'on ne peut qualifier de conclusion, soutient que

« le Canada français a apporté une réponse sociale originale aux misères amenées par la révolution industrielle, s'inspirant des modèles français et anglais. [...] À l'heure où on s'interroge sur la capacité de l'État d'assumer à lui seul les principaux services d'aide aux démunis, qui sait si certaines initiatives bénévoles du siècle passé ne pourraient inspirer la réflexion? » (P. 291.)

L'ouvrage, illustré de dix gravures, douze peintures et vingt-huit photographies, est doté d'une brève bibliographie. L'éditeur a vraisemblablement coupé dans celle de la thèse originale, et son choix est discutable. Les sources manuscrites sont plutôt une liste des sigles, et les sources imprimées englobent curieusement, dans la section « livres et articles », une trentaine de titres postérieurs à 1960 qui ne sont manifestement pas des « sources ». Un index onomastique commode complète l'ensemble.

L'auteur a consulté, pour son étude, une documentation impressionnante et dispersée dans de nombreux fonds d'archives. Elle a révélé l'existence d'un grand nombre d'associations ignorées par l'historiographie traditionnelle : les Dames de la charité, la Société Saint-Vincent-de-Paul, la Maison d'industrie (sorte de version montréalaise des Work House britanniques), la Confrérie du bien-public, les services de placement. Le caractère inédit des informations présentées ne fait aucun doute. On comprend aussi que la période décrite soit limitée : s'il avait couvert tout le XIX<sup>e</sup> siècle, l'ouvrage aurait pu prendre des proportions gigantesques. Toutefois, la périodisation choisie, 1831-1871, n'est nulle part justifiée ou explicitée : aucune référence aux modalités du processus d'urbanisation, aux structures du gouvernement municipal, au cadre législatif global, aux modifications politiques majeures (Acte d'Union, Confédération) survenues durant la période. À cet égard, le chapitre 4, consacré aux pouvoirs publics, est singulièrement lacunaire. Faute d'être situées dans le cadre global de la société québécoise, ces interventions de charité montréalaise ne sont pas véritablement expliquées historiquement. De plus, la réalité anglophone ou protestante est insuffisamment évoquée ; or, Montréal est une ville anglaise durant toute la période couverte. Enfin, strictement parlant, le réseau qui est décrit dans cet ouvrage n'est pas le premier. Si ses origines « ancien régime » sont mentionnées, l'auteur n'a pas réussi à établir les articulations institutionnelles qui relient les deux périodes.

L'ouvrage nous fournit des informations nombreuses sur les sommes d'argent investies dans la mise en place du réseau charitable montréalais, ainsi que sur le nombre de pauvres secourus. Mais le caractère éclaté de ces renseignements nous empêche de saisir la vision d'ensemble. Les sommes globales présentées (pour la période 1831-1871) n'ont aucune signification parce que chacune d'elles a un point de départ différent, *i.e.* la date de l'instauration du service, et un point d'arrivée arbitraire, 1871 ; de même, les moyennes annuelles effacent toute possibilité de saisir les effets conjoncturels. Il semble qu'il n'a pas été possible de reconstituer des séries homogènes mais quelques tableaux, même partiels, auraient aidé à la compréhension. De même, on ne réussit pas à visualiser la chronologie des charités et des détresses secourues et encore moins à les mettre en perspective avec les fluctuations de l'activité économique.

Les faiblesses méthodologiques traduisent en fait le principal problème de l'ouvrage : son organisation interne. Le plan choisi aurait exigé une analyse structurelle et non pas analytique. L'auteur égare le lecteur dans ses multiples descriptions. L'œuvre de chaque « intervenant » est dispersée dans six chapitres : impossible de synthétiser l'activité de

chacun. Certes, cela permet de faire voir chacune des œuvres par une multitude de détails concrets : les parties II et III abondent en descriptions qui constituent le réel intérêt de l'ouvrage. Mais à aucun moment ne nous sont exposées les références indispensables permettant de situer les œuvres dans leur cadre historique.

L'utilisation des dichotomies « inaptes au travail / aptes au travail », « en institution / à domicile » aurait exigé, au moins, une référence aux problématiques du contrôle social, de l'économie libérale, des rapports entre le capital et le travail. Mais de toute évidence, l'auteur a mis de côté et ignoré toutes les études récentes qui abordent ces aspects de la question. Mieux, elle semble endosser, ainsi que le laisse voir l'épilogue, l'idéologie qui sous-tend l'organisation charitable au XIX<sup>e</sup> siècle. Elle n'aborde même pas l'importante question du réformisme social qui a balayé cette époque, si ce n'est par des allusions passagères. Elle tient à souligner le rôle considérable des femmes (laïques et religieuses) dans la mise sur pied de toutes ces institutions ; elle rapporte même les anomalies juridiques qui ont été consenties, à ce moment-là, pour permettre l'autonomie de leurs initiatives. Mais elle ne fait pas l'indispensable rapprochement entre cette activité et l'émergence du féminisme primitif ; pas plus qu'elle ne rattache ce mouvement philanthropique féminin à ses manifestations internationales. Si un modèle québécois d'assistance émerge au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est certainement le recours massif aux congrégations religieuses féminines. Or les conditions d'apparition de ce phénomène ne sont ni explicitées ni même suggérées.

En somme, l'ouvrage tente de combler une lacune réelle dans l'historiographie, mais des défauts de méthode et d'organisation en diminuent singulièrement la portée. Il nous apporte beaucoup d'informations inédites mais aucune des explications fondamentales qui auraient enrichi notre connaissance du XIX<sup>e</sup> siècle.

Micheline DUMONT

*Département d'histoire,  
Université de Sherbrooke.*

Hélène PELLETIER-BAILLARGEON, *Marie Gérin-Lajoie. De mère en fille, la cause des femmes*, Montréal, Boréal Express, 1985, 382p.

L'histoire des femmes s'enrichit d'une biographie généreuse avec l'ouvrage qu'Hélène Pelletier-Baillargeon consacre à Marie Gérin-Lajoie. La journaliste se défend de faire œuvre d'historien et son éditeur n'aurait certainement pas prisé un lourd appareillage critique pour un livre destiné au grand public. L'enquête n'en est pas moins menée avec sérieux à partir des écrits de Marie Gérin-Lajoie et des témoignages encore possibles de ses contemporains.

Les archives de l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil et de ses différentes maisons n'ayant pas encore été classées, l'auteur a centré sa biographie sur la personnalité de la fondatrice, sa formation et la spiritualité qui motive ses œuvres. La charpente du livre témoigne de cette orientation : trois parties sur quatre portent sur ces aspects. Dans un premier temps, Hélène Pelletier-Baillargeon nous présente ces « grandes familles » qui ont